

**Niger - Lutte contre le terrorisme -
Déclaration conjointe de M.
François Hollande, président de la
République, et de M. Mahamadou
Issoufou, président de la République
du Niger - Propos de M. Hollande
(Paris, 03 avril 2017)**

Mesdames, Messieurs,

J'ai tenu à recevoir le président Issoufou, parce que c'est un ami et parce que nous avons exercé de grandes responsabilités communes lorsqu'il y a eu des situations extrêmement graves en Afrique de l'Ouest. Je lui suis très reconnaissant pour l'action qui a été la sienne tout au long de cette période, je pense bien sûr à ce qui s'est produit au Mali et ensuite à la mise en oeuvre de Barkhane.

Mais nous avons abordé aujourd'hui aussi bien les questions de sécurité que les questions de développement et de croissance économique, car il ne peut pas y avoir de développement sans sécurité, mais la sécurité sans développement trouve assez vite ses limites.

Il y a derrière ces deux questions aussi, celle de l'immigration et de la nécessité d'avoir des mécanismes de contrôle, de maîtrise de ces flux migratoires. Les mots ne peuvent pas décrire ces situations humaines extrêmement graves, que ce soit pour des gens qui s'épuisent dans le désert ou d'autres qui, hélas, sombrent en Méditerranée.

Sur la sécurité, nous avons une coopération efficace, qui permet d'avoir via l'opération Barkhane les moyens d'intervenir. Nous coopérons ainsi avec notre base à Madama pour contrôler ce qui se passe au Nord du Niger. Nous sommes également mobilisés, et le Niger est en première ligne, contre Boko Haram. Nous avons pu là aussi infliger des pertes à ce mouvement terroriste, même si aujourd'hui il s'est dédoublé. Nous devons continuer les actions et nous les menons dans le cadre de la force multinationale qui, pour le lac Tchad, a montré son efficacité.

Mais nous avons voulu aussi aborder les questions de développement et le Niger est regardé comme un exemple de ce que l'on peut faire, notamment en matière de mobilisation de fonds européens, à la suite du «sommet de la Valette» ; et également de fonds français parce que c'est notre volonté, au-delà de l'aide budgétaire directe, d'apporter des moyens pour le développement du Niger à travers l'Agence française de développement.

Là-dessus, nous avons plusieurs projets qui ont pu avancer dans la région d'Agadez, il y a aussi le barrage que nous voulons absolument lancer, le barrage de Kandadji pour qu'il puisse être

réalisé lorsque le président Issoufou sera au terme de son second mandat. Et nous voulons également participer à des programmes sur la santé, l'éducation et notamment l'éducation des jeunes filles.

Nous avons évoqué aussi la situation plus globale de la région, je pense à la Libye où nous avons l'intention de pousser toutes les solutions qui permettront de retrouver l'autorité, la sécurité et surtout l'unité. Là aussi, le Niger participe à tout ce que nous pouvons faire pour éviter qu'à travers le territoire nigérien, un flux migratoire puisse aller jusqu'en Libye et ensuite utiliser, hélas, les passeurs pour venir traverser la Méditerranée et aller jusqu'en Europe.

Puis nous avons évoqué la situation au Mali où nous travaillons pour mettre en oeuvre l'accord de paix et de réconciliation, sous bien sûr la responsabilité du gouvernement malien. Et nous faisons en sorte que la MINUSMA puisse avec l'opération Barkhane être la plus efficace possible.

Mais ce que je voulais aussi à travers cette rencontre, c'était souligner combien le président Issoufou a été lucide sur la situation en Afrique de l'Ouest, puisque il a été l'un des premiers que j'ai rencontrés avant même que je ne prenne ma responsabilité de président de la République ; et combien nous avons travaillé tout au long de ces 5 ans pour arriver à des solutions dans des contextes extrêmement éprouvants, que ce soit le terrorisme, que ce soit les mouvements migratoires ou contre Boko Haram. Donc nous avons réussi à être exemplaires et le Niger est regardé comme tel par les Européens. Tout à l'heure, Mahamadou Issoufou ira en Italie, comme un exemple de ce que l'on peut faire de mieux pour l'action en matière de développement./.

(Source : site Internet de la présidence de la République)